

## Synthèse de la presse française

22 février 2011

**Réunion du G20 Finances.** Les accords a minima trouvés, ce week-end, par les ministres des Finances du G20 et les gouverneurs des banques centrales n'emportent pas l'adhésion des économistes de marché. A la demande expresse de la Chine, deux paramètres d'importance sont en effet exclus de la liste d'indicateurs de déséquilibre permettant de mesurer les différences de performance économique : les réserves de change et les taux de change effectifs réels. Ces concessions limitent fortement la portée de ces accords. Comme le précise Lee Haardman, économiste à la Bank of Tokyo Mitsubishi UFJ : « ...*Les taux de change effectifs réels et les réserves de change étaient historiquement les deux meilleurs indicateurs avancés des crises financières* ». Dans le texte final, il est précisé que les indicateurs retenus ne sont que « *des lignes directrices indicatives* » et non des « *cibles* » qui devront être affinées et chiffrées lors de la prochaine réunion du G20 Finances à Washington, les 16 et 17 avril. La Commission européenne, quant à elle, va élaborer ses propres critères de mesure des déséquilibres macroéconomiques. Ils prendront vraisemblablement en compte les niveaux réels des taux de change et de la balance courante.

Vendredi dernier, Nicolas Sarkozy, président du G20, a plaidé, devant les ministres des Finances du G20, pour une modification des statuts du FMI lui permettant de mieux surveiller les flux de capitaux. Un rôle accru des droits de tirage spéciaux est également envisagé.

*Le Monde*

La France obtient à l'arraché un accord a minima au G20 finances de Paris  
Après la crise, le G20 menacé de débandade (22.02)

*Europolitique*

Le G20 s'accorde sur une liste d'indicateurs des déséquilibres (22.02)

*L'Agefi*

Les avancées du G20 Finances laissent les économistes dubitatifs (22.02)

*La Croix*

La France veut renforcer le rôle du FMI (22.02)

**« L'internationalisation » du yuan.** La réunion du G20 Finances a, de nouveau, mis en lumière les difficiles relations, sur le plan de la politique économique et monétaire, entre Pékin et Washington. Les États-Unis reprochent une sous-évaluation du yuan. Quant à la Chine, elle conteste le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve internationale. Pékin est trop dépendant du dollar et souhaiterait voir sa monnaie plus utilisée dans les échanges internationaux. Toutefois, les dirigeants chinois sont soucieux d'assurer la stabilité financière et cela conditionnera probablement la progression de « l'internationalisation du yuan ». La Chine pourrait s'inspirer de l'exemple de Hong Kong, c'est-à-dire développer des marchés financiers en yuan dans les pays avec lesquels ses relations commerciales sont étroites.

*La Tribune*

Comment la Chine veut « internationaliser » le yuan (22.02)